



Les sanctions économiques étatsuniennes contre Cuba : l'échec d'une politique cruelle et irrationnelle

Par [Salim Lamrani](#)

Mondialisation.ca, 28 septembre 2007

28 septembre 2007

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#), [Loi et Justice](#)



70% des Cubains sont nés sous l'embargo (bloqueo).

La communauté internationale est unanime à ce sujet. L'Assemblée générale des Nations unies a voté durant 15 années consécutives, à une majorité sans cesse croissante, pour la levée des sanctions économiques étatsuniennes qui frappent impitoyablement l'ensemble de la population cubaine et notamment les secteurs les plus vulnérables. En 2006, 183 pays ont condamné le cruel et illégal état de siège imposé par Washington à Cuba. En vain. Le gouvernement étatsunien fait toujours la sourde oreille et persiste à appliquer une politique inhumaine, anachronique et inefficace en vigueur depuis juillet 1960 (1).

Les sanctions ont coûté à l'économie cubaine plus de 89 milliards de dollars depuis leur imposition. En 2006, Cuba a souffert d'un manque à gagner de près de 4 milliards de dollars comme conséquence directe de cette politique brutale. Non seulement l'île des Caraïbes ne peut exporter aucun produit aux Etats-Unis, ni en importer d'ailleurs, mais elle n'est même pas autorisée à effectuer des opérations commerciales avec les filiales étatsuniennes installées dans les pays tiers, en flagrante violation de la législation internationale. Cuba ne peut obtenir aucun crédit de la part des institutions financières internationales et se voit interdire l'utilisation du dollar dans ses transactions avec le reste du monde (2).

Depuis son entrée en vigueur, la politique économique hostile de Washington n'a cessé d'être renforcée, avec l'adoption de la loi Torricelli en 1992, de la loi Helms-Burton en 1996, du premier rapport de la Commission d'assistance à une Cuba libre en 2004 et du second rapport en 2006. Ainsi, aucun touriste étatsunien ne peut se rendre à Cuba sous peine de sanctions extrêmement sévères pouvant atteindre 10 ans de prison et 150 000 dollars d'amende. En 2005, les sanctions imposées par le Bureau de contrôle des actifs étrangers (*Office of Foreign Assets Control - OFAC*) à l'encontre des ressortissants étatsuniens s'étant rendus à Cuba ont augmenté de 54%. Quant aux Cubains des Etats-Unis, depuis 2004, ils ne peuvent plus rendre visite à leur famille à Cuba plus 14 jours tous les trois ans à condition d'obtenir une autorisation du Département du Trésor. En 2006, le nombre de voyages a diminué de plus de 50% par rapport à 2003 (3).

Les sanctions économiques ont également un impact désastreux sur l'alimentation des Cubains. Entre mai 2006 et avril 2007, elles ont provoqué des pertes à hauteur de 258

millions de dollars dans ce secteur. En effet, les Etats-Unis limitent fortement l'acquisition de produits alimentaires. Avec cette somme, Cuba aurait pu acquérir 180 000 tonnes de haricots, 72 000 tonnes d'huile de soja, 300 000 tonnes de maïs et 275 000 tonnes de blé (4).

Le domaine de la santé n'est pas non plus épargné. La perte est évaluée à 30 millions de dollars dans ce secteur. Ainsi, l'Institut cubain d'ophtalmologie « Ramón Pando Ferrer » s'est vu refuser l'acquisition d'un équipement pour l'étude de la rétine commercialisé par l'entreprise Humphreys-Zeiss tout comme le médicament *Visudyne* distribué par la multinationale Novartis. De la même manière, les laboratoires Abbot ont refusé de vendre l'agent anesthésique *Sevorane* à destination des enfants. Le Département du Trésor a également interdit la vente de valvules prothétiques destinées entre autres aux enfants atteints d'arythmie cardiaque. Les domaines de l'éducation, de la culture, du transport, du logement, de l'industrie et de l'agriculture sont également grandement affectés par les sanctions économiques (5).

Barack Obama, le candidat démocrate pour les élections présidentielles étasuniennes de 2008, s'est déjà prononcé contre le châtement économique imposé à Cuba (6). Il a été suivi par Christopher Dodd, sénateur démocrate du Connecticut, également candidat. Ce dernier a assuré qu'en cas d'élection, il lèverait les sanctions, rouvrirait une ambassade à La Havane, mettrait un terme aux programmes subversifs et illégaux de Radio et TV Martí et abrogerait la criminelle loi d'Ajustement cubain qui stimule l'émigration illégale. « *Hormis la guerre en Irak, il n'y a pas d'autre politique américaine qui soit plus impopulaire au niveau international* », a-t-il déclaré, la qualifiant d'« *échec abject* (7) ».

L'objectif des sanctions économiques – qui est toujours de renverser le gouvernement cubain – avait été clairement défini par Lester D. Mallory, sous-secrétaire d'Etat assistant pour les Affaires interaméricaines, le 6 avril 1960, dans un mémorandum à Roy R. Rubottom Jr., alors sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires interaméricaines :

« La majorité des Cubains soutiennent Castro. Il n'y a pas d'opposition politique efficace [...]. Le seul moyen possible pour annihiler le soutien interne [au régime] est de provoquer le désenchantement et le découragement par l'insatisfaction économique et la pénurie [...]. Tous les moyens possibles doivent être entrepris rapidement pour affaiblir la vie économique de Cuba [...]. Une mesure qui pourrait avoir un très fort impact serait de refuser tout financement et livraison à Cuba, ce qui réduirait les revenus monétaires et les salaires réels et provoquerait la famine, le désespoir et le renversement du gouvernement (8) ».

Il ne s'agit ici de rien de moins que d'une tentative de génocide comme le démontre la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948 qui stipule dans l'article II que « *dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel* ». Les points b et c font respectivement allusion à l'« *atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe* » et à la « *soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction totale ou partielle* (9) ». On ne saurait être plus clair.

Le harcèlement économique féroce qui dure depuis près d'un demi-siècle a échoué dans sa mission. Le gouvernement révolutionnaire est toujours en place et plus solide que jamais malgré le retrait temporaire du président Fidel Castro. L'indépendance de Cuba est une réalité qui obsède toujours autant Washington, au point de le faire persister dans une politique aussi cruelle qu'irrationnelle.

Notes

1 *CubavsBloqueo*, « Resultados de las votaciones en la ONU en contra del genocida bloqueo económico de Estados Unidos contra Cuba », septembre 2007. <http://www.cubavsbloqueo.cu/Default.aspx?tabid=1596> (site consulté le 23 septembre 2007).

2 République de Cuba, « Informe de Cuba sobre resolución 61/11 de la Asamblea General de las Naciones Unidas. Necesidad de poner fin al bloqueo económico, comercial y financiero impuesto por E.U. contra Cuba », 2007. <http://www.cubavsbloqueo.cu/informe2007/index.html> (site consulté le 23 septembre 2007), section 6, Conclusion.

3 République de Cuba, « Informe de Cuba sobre resolución 61/11 de la Asamblea General de las Naciones Unidas. Necesidad de poner fin al bloqueo económico, comercial y financiero impuesto por E.U. contra Cuba », 2007. <http://www.cubavsbloqueo.cu/informe2006/index.html> (site consulté le 23 septembre 2007), Section 1.2.

4 *Ibid.*, section 3.1.

5 *Ibid.* section 3.1., 3.2.

6 Barack Obama, « Our Main Goal : Freedom in Cuba », *The Miami Herald*, 21 août 2007.

7 *Associated Press*, « Dodd Would Throw Out Cuba Embargo as President », 9 septembre 2007.

8 Lester D. Mallory, « Memorandum From the Deputy Assistant Secretary of State for Inter-American Affairs (Mallory) to the Assistant Secretary of State for Inter-American Affairs (Rubottom) », Department of State, Central Files, 737.00/4-660, Secret, Drafted by Mallory, *in Foreign Relations of the United States (FRUS)*, 1958-1960, Volume VI, Cuba : (Washington : United States Government Printing Office, 1991), p. 885.

9 Salim Lamrani, *Fidel Castro, Cuba et les Etats-Unis* (Pantin : Le Temps des Cerises, 2006), p. 121.



Salim Lamrani est enseignant, écrivain et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Il a notamment publié *Washington contre Cuba* (Pantin : Le Temps des Cerises, 2005), *Cuba face à l'Empire* (Genève : Timeli, 2006) et *Fidel Castro, Cuba et les Etats-Unis* (Pantin : Le Temps des Cerises, 2006).

Articles Par : [Salim Lamrani](#)

A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca